



Caractéristiques géographiques

Langue officielle : français

Superficie : 1 267 000 km²

Population : 25,1 millions d'habitants

Densité : 19,8 habitants/km²

Taux de croissance démographique : 3,7 %

Part de la population urbaine : 16,8 %

Économie

Notation de la dette souveraine (Moody's, 2021) : B3

Classement de l'indice de développement humain (IDH) 2021 : 189^e/191

Évaluation des politiques et des institutions (note CPIA 2020) : 3,4

Taux de change effectif réel (moyenne 2017-2021, base 100 en 2010) : 95,1 (95,6 pour l'UEMOA)

Classification Banque mondiale : pays à faible revenu

Risque de surendettement : modéré

PIB par habitant (2021) : 594,9 dollars

Taux de croissance (2021) : 1,3 %

Inflation (2021) : 3,8 %

PIB (2021) : 8 291 milliards de francs CFA

/ 15 milliards de dollars US

Principales activités

(en % du PIB nominal, moyenne 2017-2021)



Principaux biens d'exportation

(en % du total des exportations, moyenne 2017-2021)



Développement humain et infrastructures



61,6 ans

Espérance de vie



45,4 %

Population sous le seuil de pauvreté



46,9 %

Accès à l'eau potable



7,8 %

Mortalité infantile



37,3

Inégalité de revenus (coefficient de Gini)



19,3 %

Accès à l'électricité



47 %

Malnutrition infantile



35,0 %

Alphabétisation des adultes



58,8

Nombre de souscriptions à la téléphonie mobile pour 100 habitants



11/191

Indicateur de vulnérabilité environnementale (PVCCI)



15,5 %

Population âgée de 15 ans et plus disposant d'un compte en banque



61,8 %

Taux de participation des femmes au marché du travail

Sources et métadonnées.

AVERTISSEMENTS ET REMERCIEMENTS

Cette monographie a été réalisée par le [service Afrique et Développement de la Banque de France](#). Elle fait partie d'une collection couvrant les différents pays membres de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) et de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC).

Ces monographies complètent le [Rapport annuel des coopérations monétaires Afrique-France](#), qui se concentre sur la situation économique des pays membres des unions monétaires et présente de façon plus approfondie les actions des institutions régionales, ainsi que les politiques et les évolutions institutionnelles des deux unions économiques et monétaires et de l'Union des Comores. Les données statistiques de ces monographies sont cohérentes avec les données agrégées du Rapport annuel, arrêtées à fin juin 2022 et susceptibles de révisions ; elles intègrent également des données plus récentes, notamment en provenance du Fonds monétaire international (FMI).

Le détail des indicateurs présentés est disponible sur la page [Sources et métadonnées](#).

Nous tenons à remercier chaleureusement la Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO), pour sa précieuse collaboration à la rédaction de cette publication.

Faits saillants

- **Le recul marqué de la production agricole sous l'effet de la sécheresse a contribué à un net ralentissement de la croissance en 2021 (+ 1,3 %, contre 3,6 % en 2020 et 5,9 % en 2019).** Les tensions inflationnistes se sont renforcées en raison de la hausse des prix alimentaires, les prix à la consommation progressant de 3,8 % en moyenne en 2021. L'évolution des soldes budgétaires et extérieurs constitue un point de vigilance important. Le déficit budgétaire (base engagements, dons compris) a atteint 5,9 % du PIB, sous l'effet d'une forte progression des dépenses publiques, tandis que le déficit courant s'établissait à plus de 14 % du PIB. Si la dette publique s'est accrue pour représenter plus de 51 % du PIB, le Niger reste en risque modéré de surendettement externe et global selon le Fonds monétaire international (FMI).
- **L'activité économique devrait rebondir sensiblement dès 2022 (+ 7,0 %), grâce à la reprise de la production agricole et à la mise en œuvre des projets d'investissement liés à la construction de l'oléoduc vers le Bénin.** L'inflation augmenterait fortement (au-delà de 5 % par an), du fait de fortes tensions sur les cours internationaux des matières alimentaires et énergétiques engendrées par la guerre en Ukraine. Les perspectives économiques demeurent tributaires d'importants aléas baissiers, liés à l'insécurité régionale, aux effets de la guerre en Ukraine et à l'impact croissant des désastres naturels.
- **La succession des crises depuis 2020 a mis en lumière la forte vulnérabilité du Niger qui figure parmi les pays les plus pauvres du monde –.** Les indicateurs de développement humain atteignent des niveaux très faibles (le pays est classé dernier au monde en matière d'IDH), face à une croissance démographique élevée. Après une hausse importante entre 2020 et 2021, l'insécurité alimentaire, récurrente au Niger, s'est fortement amplifiée en 2022 et devrait affecter 4,4 millions de personnes à fin août 2022 d'après le FMI.
- **Les secteurs agricole et pétrolier constituent les principaux enjeux de développement économique.** Concernant le secteur agricole, le prolongement de l'Initiative 3N (« Les Nigériens nourrissent les Nigériens ») en faveur d'une plus forte productivité du secteur agricole vise à combattre l'insécurité alimentaire. S'agissant du secteur pétrolier, l'achèvement de la construction de l'oléoduc qui relie les champs pétrolifères d'Agadem (Sud-Est du Niger) au port de Sèmè-Kpodji (Bénin), prévu pour la mi-2023, permettrait de porter la production à plus de 100 000 tonnes en 2024.

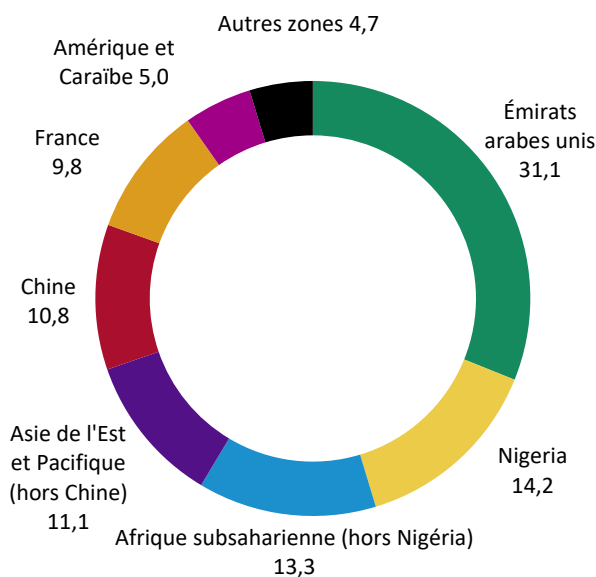
CARACTÉRISTIQUES STRUCTURELLES DE L'ÉCONOMIE

Au-delà de la forte contrainte que constitue la situation sécuritaire régionale, l'économie du Niger reste très dépendante de facteurs exogènes (cours des matières premières, conditions climatiques, pandémie, etc.), en raison de l'étroitesse de sa structure productive, comme la plupart des pays de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA).

Le secteur agricole, peu moderne, représente 37 % du PIB sur la période 2016-2020 et concentre 80 % des emplois. Régulièrement confronté à des épisodes d'inondation et de sécheresse, il ne parvient pas à assurer la sécurité alimentaire du pays.

Destinations des exportations du Niger (2016-2020)

(en %, moyenne sur 5 ans)



Sources : BACI (CEPII) et calculs Banque de France.

Le Niger s'est engagé dans un plan important de développement des infrastructures agricoles (l'Initiative 3N¹) qui vise à améliorer la productivité du secteur, notamment par une transition technologique passant par de nouvelles méthodes de production plus efficaces, dans un contexte de très forte croissance démographique (+ 3,8 % en 2021).

Dans l'ensemble, le secteur secondaire est relativement peu développé (22 % du PIB en moyenne sur la période 2017-2021,) et dominé par les industries extractives (7 % du PIB en 2021). Le secteur tertiaire représente environ 30 % du PIB, notamment grâce au dynamisme des activités commerciales².

L'impact socio-économique de la crise de la Covid-19, et, en 2022, de la guerre en Ukraine, ont été amplifiés par la vulnérabilité du pays, parmi les moins avancés du monde. La forte croissance démographique pèse sur le PIB par habitant, qui a diminué d'environ 2,3 % en 2021³ et demeure inférieur à son niveau de 1980. Les enjeux en matière de pauvreté (45,4 % de la population sous le seuil de pauvreté en 2021), de santé (44 % des enfants de moins de 5 ans touchés par un retard de croissance) et d'éducation (durée moyenne de scolarisation de deux ans⁴) reflètent un développement humain particulièrement faible. Le poids prépondérant du secteur informel (60 à 90 % du PIB selon le FMI) a, entre autres, pour conséquence une offre d'emploi réduite et faiblement qualifiée, catalysant les tensions sociales.

Particulièrement perceptible au Sahel, le changement climatique accentue la pression sur les ressources en eau et en terres arables, et freine ainsi le potentiel de production du secteur agricole. Les catastrophes naturelles liées à l'amplitude croissante des régimes de pluie (inondations et sécheresses) nécessitent le développement d'infrastructures durables afin de garantir

Principales productions agricoles du Niger

(productions en milliers de tonnes, prix d'achat en francs CFA (XOF) par kilogramme)

	2019-2020	2020-2021	2021-2022
Mil et sorgho	5 165,3	5 641,2	3 353,9
Riz paddy	119,5	115,1	134,1
Arachide	575,8	600,0	518,8
Haricot et niébé	2 380,1	2 629,8	1 656,1

Production et exportation d'uranium

(en milliers de tonnes)

	2019	2020	2021
Production	2 981,4	2 991,1	2 285,4
Exportation	2 923,0	2 904,4	2 428,5

Production de pétrole

(en milliers de tonnes)

	2019	2020	2021
Production	6 607,0	6 273,0	6 402,0

Sources : BCEAO et administrations nationales.

l'accès à l'eau pour l'irrigation ou la mise en place de barrières contre les inondations. Ces infrastructures permettent de maintenir voire d'augmenter la productivité agricole, et dans le même temps, de circonscrire les tensions entre les communautés rurales suscitées par la raréfaction des ressources en eau. L'insécurité alimentaire qui en résulte accroît la fragilité des populations et implique des tensions budgétaires récurrentes, comme en atteste la crise alimentaire actuelle.

CONJONCTURE ET PRÉVISIONS

En 2021, selon la Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO), la croissance du Niger a fortement ralenti, à 1,3 % en 2021 (après 3,6 % en 2020 et 5,9 % en 2019), soit un rythme très inférieur à celui de l'UEMOA (6,1 %). Alors que la crise de la Covid-19 avait, en 2020, principalement touché les secteurs secondaire et tertiaire⁵, leur rebond en 2021 (respectivement + 2 points de pourcentage et + 0,9 pp) a été plus que compensé par le recul du secteur primaire (- 1,6 pp, contre + 2,7 pp en 2020). Très affectées par la sécheresse, les principales productions agricoles vivrières ont fortement reculé (entre - 37 % et - 40 %

¹ <http://www.initiative3n.ne/>

² Le secteur non marchand représente 11 % du PIB en moyenne sur 2017-2021.

³ FMI (2022), Niger – First Review Under the Extended Credit Facility Arrangement and Request for Modification of Performance Criteria, juin.

⁴ Agence française de développement (2020), Atlas de l'Afrique AFD, août.

⁵ Les mesures de restriction des pays voisins et les retards dans la mise en œuvre des investissements se sont traduits par des contributions très faibles à la croissance du PIB réel, de respectivement 0,4 et 0,5 point de pourcentage.

pour le haricot et le niébé, le mil et le sorgho), débouchant sur un accroissement important de l'insécurité alimentaire.

Les perspectives pour 2022 et le moyen terme s'annoncent plus favorables. Avec la reprise de la production agricole, notamment dans le cadre de l'Initiative 3N, et les effets induits par la construction de l'oléoduc vers le Bénin, l'économie se redresserait nettement, à hauteur de 7 % en 2022 et en 2023, tandis que l'exploitation en année pleine de l'oléoduc contribuerait à une accélération de la croissance à plus de 12 % en 2024 selon le FMI. Les projets d'investissements en cours s'accompagnent d'une hausse des importations et d'une détérioration de la position extérieure, mais cette dernière devrait se résorber progressivement, à partir de 2023, avec la hausse des exportations pétrolières.

Plusieurs risques baissiers pèsent cependant sur les perspectives économiques du Niger. En premier lieu figure le risque sécuritaire, avec la détérioration de la situation au Sahel, et particulièrement dans les régions frontalières avec le Burkina Faso, le Mali et le Nigéria. Le risque climatique constitue également un facteur important d'incertitude, marqué par une forte vulnérabilité du secteur agricole aux désastres naturels (inondations en 2020 et sécheresse en 2021). Ces derniers pèsent sur la production agricole et provoquent des crises alimentaires sévères, qui, en 2022, pourraient être aggravées par les conséquences de la guerre en Ukraine sur le prix des denrées alimentaires et des fertilisants.

Les tensions inflationnistes se renforcent en 2021 et en 2022. La hausse des prix à la consommation a atteint 3,8 % en 2021, dépassant la norme communautaire de 3 %, en raison du recul de la production agricole et de difficultés d'approvisionnement en denrées alimentaires. Elle devrait augmenter davantage en 2022, et dépasser 5 %, selon notamment l'impact du conflit en Ukraine sur les prix des principales denrées alimentaires sur les marchés internationaux et de stocks de produits alimentaires locaux insuffisants.

Le déficit du compte courant s'est creusé en 2021, atteignant 14,2 % du PIB, principalement du fait d'une forte hausse des importations (+ 7,1 %) tant de biens alimentaires, de biens d'équipement que de produits pétroliers. Les exportations ont rebondi au rythme de 4,4 %, grâce notamment au dynamisme des exportations de pétrole (+ 24,1 %). En 2022, le déficit du compte courant devrait de nouveau se creuser pour

Activité économique et inflation au Niger

(en %)

	2019	2020	2021	2022
Variation annuelle du PIB	5,9	3,6	1,3	7,0
Inflation (en moyenne annuelle)	- 2,5	2,9	3,8	5,4

Note : Prévisions pour 2022.

Source : BCEAO.

s'établir à 15,4 % du PIB selon le FMI, en raison essentiellement de l'augmentation des importations de denrées alimentaires et de biens d'équipement liés au projet d'oléoduc. Toutefois, il commencerait à diminuer à partir de 2024, à moins de 10 %, grâce à la hausse des exportations de pétrole acheminé par oléoduc.

Après la baisse de deux tiers enregistrée en 2020, les flux d'investissements entrants (investissements directs étrangers [IDE] et investissements de portefeuille) ont fortement rebondi en 2021, pour atteindre 674 milliards, soit un niveau supérieur à 2019 (557 milliards). Les IDE au Niger sont concentrés sur le secteur de l'extraction des matières premières (uranium, pétrole).

Alourdi en 2020 par les effets de la crise et le plan de mesures contre la Covid-19, le déficit budgétaire a légèrement progressé en 2021, pour atteindre 6,1 % du PIB, contre 5,3 % en 2020 et 3,5 % en 2019. Ce mouvement reflète avant tout la forte progression des dépenses courantes, de plus de 11 %. La hausse de la masse salariale publique est demeurée rapide (6,7 %), tandis que les autres dépenses courantes, pour l'essentiel des transferts et subventions, progressaient à un rythme de plus de 14 %, du fait de la crise alimentaire prévalant dans le pays, des mesures anti-inflation prises par le gouvernement, combinées aux effets de la crise de la Covid-19. Les dépenses en capital ont également accéléré (+ 12,9 %, contre + 5,3 %). Dans un contexte de faible croissance, les recettes publiques se sont accrues plus modérément, au rythme de 5,3 % (0,5 % en 2020), reflétant les efforts de mobilisation fiscale engagés.

Selon le FMI, le déficit budgétaire pourrait de nouveau progresser en 2022 pour s'établir à 6,6 %, les cibles révisées par l'institution incluant une provision supplémentaire pour des dépenses d'urgence à hauteur de 1,1 % du PIB, notamment à des fins de soutien alimentaire et agricole.

Le FMI a approuvé la première revue de l'accord triennal au titre de la facilité élargie de crédit (FEC), d'un montant de 197,4 millions de droits de tirage spéciaux (DTS) soit 275,8 millions de dollars, accordé en décembre 2021. Une première revue du programme a été menée en juin 2022, environ un an après sa mise en place. Le FMI juge les résultats du programme de FEC globalement satisfaisants au regard des objectifs fixés, la progression plus rapide que prévu du déficit budgétaire par rapport aux cibles budgétaires 2022-2023, étant largement liée à la grave crise alimentaire que traverse le pays.

La participation du pays à l'Initiative de suspension du service de la dette (ISSD) du G20 a permis également de réduire les tensions de trésorerie liées à la crise de la Covid-19, grâce au report des échéances dues aux créanciers publics bilatéraux. Les banques multilatérales de développement (principalement l'Association internationale de développement [IDA] et la Banque africaine de développement [BAfD]) accompagnent par ailleurs les grands projets de développement des infrastructures de base dans les secteurs de l'agriculture et de l'énergie.

La dette publique a continué à croître à un rythme rapide, de l'ordre de 4 points de pourcentage par an, pour s'établir à 50,8 % du PIB en 2021. Toutefois, le risque de surendettement demeure modéré, selon l'analyse de soutenabilité de la dette du FMI. Les financements concessionnels et l'ISSD dont a bénéficié le pays jusqu'à la fin de 2021, ainsi que le rebond attendu de la croissance en 2022, devraient contribuer à limiter les difficultés de trésorerie à court terme. À moyen et long terme, une gestion active de la dette et une amélioration de la collecte fiscale paraissent indispensables.

L'activité bancaire est demeurée dynamique en 2021, avec une hausse du bilan consolidé du système bancaire de 12,4 % en un an. Le taux brut de créances en souffrance a ainsi particulièrement augmenté (+ 5,5 pp) pour atteindre 19,7 %, contre 11 % en moyenne en UEMOA. Cette forte progression s'explique avant tout par les effets du ralentissement économique, et notamment du recul de la production agricole, par le biais des crédits de campagne accordés par les banques. Ce mouvement a pu être renforcé par la fin du « Dispositif Covid-19 », qui permettait aux institutions financières de repousser l'échéance de remboursement des entreprises affectées par la pandémie,

sans que ces prêts soient classifiés comme en souffrance. La capitalisation des banques demeure en moyenne satisfaisante, avec un ratio de couverture des risques de 14,5 % (en diminution de 0,9 pp par rapport à 2020).

L'inclusion financière reste très faible. L'utilisation des services financiers par la population figure parmi les plus faibles de l'UEMOA en raison d'un taux de bancarisation insuffisant (autour de 16 % selon la base Findex), et d'une pénétration encore timide des services financiers de téléphonie mobile (9 % de la population), reflétant à la fois des déficits en infrastructures et un niveau de pauvreté élevé. La microfinance a été fortement touchée par la crise, avec une baisse de l'encours des crédits à hauteur de 20 % à fin mars 2022, du fait notamment de la forte diminution de la production agricole. Le cadre qui régit les activités de paiement bancaire et mobile est instauré, mais il reste à diffuser les nouvelles options, à améliorer l'interconnexion et à combler les déficits en infrastructures.

ENJEUX ET DÉFIS

L'enjeu prioritaire concerne la stabilité sociopolitique et sécuritaire du pays. Les dépenses de sécurité s'imposent pour préserver la stabilité et l'intégrité territoriale, et permettre la consolidation de la transition démocratique. Le Niger est un vaste territoire, où la présence de l'administration, parfois insuffisante dans certaines régions fragilisées, doit être renforcée. L'instabilité sécuritaire touche à la fois l'est, le sud et l'ouest du pays (Sahel, région du lac Tchad, frontières avec la Libye, le Mali et le Nigéria) sous la forme d'attaques terroristes de diverses mouvances (Boko Haram, État islamique au Grand Sahara notamment). Selon le Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (UNHCR), le Niger comptait, fin 2021, 580 838 personnes en situation préoccupante, avec 48 % de déplacés internes au pays et 43 % de réfugiés (en provenance du Mali et du Nigéria essentiellement).

Le relèvement du très faible niveau des indicateurs de développement rend urgent le renforcement du secteur privé comme source d'emploi. Selon le Programme des Nations unies pour le développement (Pnud), le Niger se classe au 189^e rang sur 191 pays en matière de développement humain (IDH). La réduction de la pauvreté par l'emploi nécessite que soient mises en place les conditions du développement d'un secteur privé plus robuste. Des initiatives ont cours pour faciliter l'accès des PME au crédit du fonds national d'appui

aux petites et moyennes entreprises et moyennes industries (Fonap, créé en mai 2021) et pour favoriser leur intégration dans les secteurs minier et pétrolier, en expansion. Une amélioration des infrastructures de base, telles que la distribution électrique (taux d'accès moyen de l'ordre de 20 % de la population) et l'amélioration de la qualité du capital humain (qui suppose un accès généralisé à l'école et à la santé) demeurent des attentes majeures du secteur privé.

La diversification économique en cours, en faveur des secteurs extractifs et miniers (pétrole, uranium, or), répond à un enjeu essentiel de développement. Le renforcement de l'activité extractive et minière devrait permettre de réduire les déséquilibres extérieur et budgétaire. Le gouvernement a annoncé vouloir mettre en place un cadre institutionnel conforme aux meilleures pratiques internationales et adapté aux capacités du pays, pour assurer une gestion efficace et transparente des revenus pétroliers. L'objectif est de consacrer les ressources additionnelles aux politiques de résorption des déficits sociaux. À titre d'illustration, la mise en service de l'oléoduc Niger-Bénin pour l'exportation de pétrole brut, prévue à la mi-2023, augmentera considérablement la contribution du secteur pétrolier à l'économie du pays. Selon les autorités, le secteur devrait représenter à partir de 2023 près de 25 % du PIB et 45 % des recettes fiscales, 68 % des exportations et de 8 à 12 % des emplois formels.

PROJETS DE DÉVELOPPEMENT EN COURS

Le prolongement en 2021 de l'Initiative 3N, qui prend en compte la question de la vulnérabilité de l'agriculture nigérienne au climat, permet de poursuivre l'objectif d'amélioration de la gestion de l'eau et, plus globalement, d'appui aux investissements nécessaires au développement d'un secteur agricole durable. Cette mise à niveau s'inscrit dans le cadre du Plan de développement économique et social (PDES) 2017-2021, qui constitue le cadre de référence pour les objectifs de développement du gouvernement. Le PDES 2022-2026, en cours d'élaboration, actualisera les objectifs gouvernementaux en tenant compte à la fois des conséquences à terme de la crise sanitaire mondiale et des attentes en matière d'accélération des réformes.

Le projet d'expansion de l'accès à l'électricité au Niger bénéficie de l'appui de l'IDA pour un montant de 317,5 millions de dollars approuvé en décembre 2021. Il vise à développer l'électrification du réseau, les mini-

réseaux alimentés par des panneaux solaires photovoltaïques, l'électrification solaire hors réseau des institutions publiques et des ménages, et la cuisson propre. Ce projet permettra à environ 2,5 millions de personnes d'accéder à l'électricité, à 550 000 familles d'utiliser des installations de cuisson respectueuses de l'environnement, tandis que 4 000 institutions publiques seront électrifiées d'ici 2027. Ce financement s'inscrit dans un programme décennal avec un financement total estimé à 800 millions de dollars.

L'achèvement du projet d'oléoduc de 2 000 km qui relie le bassin pétrolier d'Agadem au port de Sèmè sur la côte béninoise devrait considérablement augmenter la production et les exportations de pétrole du Niger, passant de 20 000 à près de 100 000 barils par jour une fois la construction achevée à la mi-2023. Afin de renforcer la mobilisation des recettes pétrolières et de mieux contrôler le processus de production et de transport, le gouvernement a pris une participation de 15 % dans la société d'exploitation des oléoducs, WAPCO (West African Gas Pipeline Company), filiale de la China National Petroleum Corporation (CNPC), qui construit l'oléoduc.

En matière d'infrastructure financière et de promotion des marchés de capitaux, la Banque africaine de développement a annoncé en décembre 2021 qu'elle accompagnerait le pays en vue d'une mobilisation plus efficace de l'épargne institutionnelle et d'un refinancement hypothécaire des logements sociaux. Les fonds mobilisés sont confiés à la Caisse des dépôts et consignations du Niger (créée en 2018).

ANNEXE

Niger – Comptes nationaux

(en milliards de francs CFA (XOF) ; taux et variations en %)

	2018	2019	2020	2021
Ressources	9 009,7	9 599,6	9 946,6	10 532,6
PIB nominal	7 138,6	7 610,4	7 907,4	8 290,8
Importations de biens et services	1 871,0	1 989,2	2 039,2	2 241,8
Emplois	9 009,7	9 599,6	9 946,6	10 532,6
Consommation finale	6 142,3	6 565,4	6 921,8	7 724,1
Publique	1 067,9	1 176,3	1 328,0	1 665,0
Privée	5 074,3	5 389,1	5 593,8	6 059,2
Formation brute de capital fixe ^{a)}	2 062,0	2 221,8	2 254,4	1 971,5
Exportations de biens et services	805,4	812,4	770,4	837,0
Épargne intérieure brute	996,4	1 045,0	985,6	566,7
Capacité (+) ou besoin (-) de financement	- 1 065,7	- 1 176,8	- 1 268,8	- 1 404,8
Taux d'investissement (en % du PIB)	28,9	29,2	28,5	23,8
Variations				
Taux de croissance du PIB en volume	7,2	5,9	3,6	1,3
Déflateur du PIB	2,5	0,6	0,3	3,5
Prix à la consommation, en moyenne	2,8	- 2,5	2,9	3,8

a) Y compris variations de stocks.

Sources : BCEAO et services statistiques nationaux.

Niger – Tableau des opérations financières

(en milliards de francs CFA (XOF))

	2018	2019	2020	2021
Recettes et dons	1 291,3	1 362,5	1 388,4	1 502,0
Recettes budgétaires	862,4	848,4	852,4	896,9
Recettes fiscales	787,7	783,6	760,1	831,2
Recettes non fiscales	74,7	64,8	92,3	51,1
Autres recettes non classées	0,0	0,0	0,0	14,6
Dons	428,9	514,0	536,0	605,1
Dépenses et prêts nets	1 505,3	1 631,7	1 810,5	2 006,6
Dépenses totales	1 505,3	1 631,7	1 769,4	1 966,6
Dépenses courantes	688,0	691,3	780,8	868,8
Traitements et salaires	273,5	282,3	297,6	317,7
Autres dépenses courantes	347,0	334,4	400,5	457,4
Intérêts	67,6	74,7	82,7	93,6
<i>Sur la dette intérieure</i>	<i>46,3</i>	<i>52,5</i>	<i>54,3</i>	<i>55,7</i>
<i>Sur la dette extérieure</i>	<i>21,2</i>	<i>22,2</i>	<i>28,4</i>	<i>37,9</i>
Dépenses en capital	798,2	908,4	956,2	1 079,3
Sur ressources intérieures	359,8	392,6	398,5	450,9
Sur ressources extérieures	438,5	515,8	557,7	628,4
Dépenses des fonds spéciaux	19,1	32,0	32,4	18,5
Prêts nets	0,0	0,0	41,1	40,0
Solde global base engagements (hors dons)	- 642,9	- 783,3	- 958,2	- 1 109,8
Solde global base engagements (dons compris) ^{a)}	- 214,0	- 269,3	- 422,2	- 504,6
Solde primaire de base ^{b)}	- 117,8	- 160,8	- 244,2	- 329,2
Ajustement base caisse	41,4	- 2,9	23,0	52,8
Variations des arriérés de paiement (le signe « - » correspond à une réduction)	41,4	- 2,9	23,0	0,0
Solde global base caisse (hors dons) ^{c)}	- 601,5	- 786,2	- 935,2	- 1 056,9
Solde global base caisse (dons compris) ^{c)}	- 172,6	- 272,2	- 399,2	- 451,8
Financement	172,6	272,2	399,2	451,8
Financement intérieur net	38,4	3,3	13,2	287,4
Bancaire	- 4,9	- 148,5	90,9	- 30,5
Non bancaire	43,4	151,8	- 77,7	317,9
Financement extérieur net	134,2	268,9	386,0	164,4
Ajustement statistique	0,0	0,0	0,0	0,0
Dette publique	2523,4	2978,2	3510,4	4208,1
En pourcentage du PIB				
Recettes totales (hors dons)	12,1	11,1	10,8	10,8
Dépenses courantes	9,6	10,3	9,6	10,0
Solde global base engagements (dons compris) ^{a)}	- 3,0	- 3,5	- 5,3	- 6,1
Dette publique	35,3	39,1	44,4	50,8

a) Solde global base engagements = recettes totales (dons compris) – dépenses et prêts nets.

b) Solde primaire = recettes budgétaires – (dépenses courantes – intérêts sur dette publique extérieure et intérieure) – (dépenses en capital sur ressources intérieures).

c) Solde base caisse = solde base engagements + ajustement base caisse.

Sources : BCEAO et services statistiques nationaux.

Niger – Balance des paiements

(en milliards de francs CFA (XOF))

	2018	2019	2020	2021
a - Solde des transactions courantes (1 + 2 + 3)	- 902,6	- 921,3	- 1 045,1	- 1 172,3
1 - Biens et services	- 1 065,7	- 1 176,7	- 1 268,8	- 1 404,8
Balance des biens	- 599,5	- 703,2	- 777,5	- 848,6
Exportations de biens FOB	668,2	659,7	642,3	671,5
<i>dont : pétrole</i>	<i>129,3</i>	<i>128,4</i>	<i>105,4</i>	<i>130,8</i>
<i>uranium</i>	<i>117,2</i>	<i>128,5</i>	<i>145,5</i>	<i>102,2</i>
<i>oignons</i>	<i>86,4</i>	<i>93,0</i>	<i>91,7</i>	<i>99,0</i>
<i>élevage</i>	<i>71,6</i>	<i>69,8</i>	<i>62,9</i>	<i>71,4</i>
Importations de biens FOB	- 1 267,7	- 1 362,9	- 1 419,9	- 1 520,1
Importations de biens CAF	- 1 597,6	- 1 717,6	- 1 789,4	- 1 954,7
<i>dont : biens d'équipement</i>	<i>- 456,1</i>	<i>- 547,2</i>	<i>- 494,6</i>	<i>- 555,7</i>
<i>produits alimentaires</i>	<i>- 397,6</i>	<i>- 419,1</i>	<i>- 485,3</i>	<i>- 545,0</i>
<i>produits pétroliers</i>	<i>- 73,9</i>	<i>- 81,3</i>	<i>- 88,6</i>	<i>- 105,7</i>
Balance des services	- 466,2	- 473,6	- 491,2	- 556,2
<i>dont fret et assurances</i>	<i>- 329,9</i>	<i>- 354,7</i>	<i>- 369,5</i>	<i>- 434,6</i>
2 - Revenus primaires	- 107,1	- 113,0	- 119,7	- 128,8
<i>dont intérêts sur la dette</i>	<i>- 21,2</i>	<i>- 44,1</i>	<i>- 50,1</i>	<i>- 37,9</i>
3 - Revenus secondaires	270,1	368,4	343,4	361,3
Administrations publiques	142,4	219,2	191,5	196,6
<i>dont aides budgétaires</i>	<i>125,7</i>	<i>193,1</i>	<i>163,8</i>	<i>159,0</i>
Autres secteurs	127,6	149,3	151,8	164,7
<i>dont transferts de fonds des migrants</i>	<i>112,1</i>	<i>124,5</i>	<i>253,7</i>	<i>277,5</i>
b - Compte de capital	346,6	370,5	406,0	495,0
c - Compte financier	- 446,3	- 873,2	- 563,6	- 818,4
Investissements directs	- 237,4	- 401,4	- 199,0	- 276,5
Investissements de portefeuille	- 79,3	- 155,7	- 9,8	- 397,6
Autres investissements	- 129,7	- 316,1	- 354,9	- 144,3
Financement exceptionnel (pour mémoire)	0,0	0,0	0,0	24,0
d - Erreurs et omissions nettes	- 4,2	- 4,5	- 4,5	0,0
e - Solde global (a + b - c + d)	- 113,9	317,9	- 80,0	141,1
Taux de couverture ^{a)}	43,0	40,8	37,8	37,3
Solde courant (en % du PIB)	- 12,7	- 12,2	- 13,2	- 14,2
Solde global (en % du PIB)	- 1,6	4,2	- 1,0	1,7

a) Le taux de couverture (en %) correspond au total des exportations de biens et services rapporté au total des importations de biens et services.

Note : La sous-rubrique « Transferts de fonds des migrants » retrace uniquement les flux bruts entrants des transferts de fonds des migrants, tandis que le poste « Autres secteurs » retrace le solde des transferts courants au titre des autres secteurs (ménage, ISBLM, etc.).

Source : BCEAO.

Niger – Crédits à l'économie ventilés selon leur maturité initiale

(en milliards de francs CFA (XOF))

	2018	2019	2020	2021
Court terme	581	547	770	770
Moyen terme	202	322	218	262
Long terme	26	45	43	46
Total	809	914	1 030	1 078

Source : BCEAO.

Niger – Bilan simplifié du système bancaire

(en milliards de francs CFA (XOF))

Actif	2019	2020	2021	Passif	2019	2020	2021
Opérations de trésorerie et interbancaires	298	266	263	Opérations de trésorerie et interbancaires	456	462	493
Opérations avec la clientèle	997	1 103	1 243	Opérations avec la clientèle	1 086	1 251	1 446
Opérations sur titres et diverses	431	521	631	Opérations sur titres et divers	71	63	67
Valeurs immobilisées	108	117	122	Provisions, fonds propres et assimilés	222	233	252
Total	1 835	2 010	2 259	Total	1 835	2 010	2 259

Source : Commission bancaire de l'UMOA.

Niger – Indicateurs d'activité du système bancaire

(en %)

	2019	2020	2021
Coefficient net d'exploitation (frais généraux + dotations aux amortissements) / PNB)	68,9	68,0	65,8
Coefficient de rentabilité (résultat net / fonds propres)	9,4	7,0	10,7
Taux de marge nette (résultat net / produit net bancaire)	16,8	12,4	19,3
Taux brut de créances en souffrance (créances en souffrance brutes / total des créances brutes)	15,7	14,3	19,7
Taux net de créances en souffrance (créances en souffrance nettes / total des créances nettes)	7,7	6,6	13,3
Taux de provisionnement (provisions pour créances en souffrance / créances en souffrance brutes)	55,1	57,8	37,5

Source : Commission bancaire de l'UMOA.

Niger – Compte de résultat simplifié du système bancaire

(en milliards de francs CFA (XOF))

	2019	2020	2021
1. Produits bancaires	169	179	379
Produits sur opérations de trésorerie et interbancaires	5	10	10
Produits sur opérations avec la clientèle	108	109	120
Produits sur opérations sur titres et diverses	27	27	30
Produits sur opérations de change	19	19	205
Produits sur opérations hors bilan	7	8	10
Produits sur prestations de services financiers	4	3	3
Autres produits d'exploitation bancaire	3	3	1
Déduction des intérêts sur créances en souffrance	- 4	- 0	- 1
2. Charges bancaires	45	49	239
Charges sur opérations de trésorerie et interbancaires	19	18	16
Charges sur opérations avec la clientèle	12	18	21
Charges sur opérations sur titres et diverses	0	0	0
Charges sur fonds propres et assimilés	0	0	0
Charges sur opération de change	9	6	194
Charges sur opérations hors bilan	0	0	0
Charges sur prestations de services financiers	1	1	2
Autres charges d'exploitation bancaire	3	6	6
3. Produit net bancaire (1 - 2)	124	130	140
4. Produits accessoires nets	0	2	2
5. Produit global d'exploitation (3 + 4)	125	131	142
6. Frais généraux	78	79	84
7. Amortissements et provisions nets sur immobilisations	8	9	8
8. Résultat brut d'exploitation (5 - 6 - 7)	39	43	50
9. Dépréciation nette sur risques et pertes sur créances irrécouvrables	14	25	23
10. Réintégration des intérêts sur créances en souffrance	0	0	1
11. Résultat d'exploitation (8 - 9 + 10)	25	19	28
12. Résultat exceptionnel net	1	1	2
13. Résultat sur exercices antérieurs	0	0	0
14. Impôts sur les bénéfices	5	3	3
15. Résultat (11 + 12 + 13 - 14)	21	16	27

Note : L'entrée en vigueur du nouveau plan comptable bancaire (PCB) a conduit à la suppression du compte « produits divers ». Le solde de ce compte a été réparti entre les comptes suivants : « produits sur opérations de change », « produits sur opérations hors bilan », « produits sur prestations de services financiers » et « autres produits d'exploitation bancaire ». Les charges bancaires ont également subi des modifications liées au nouveau PCB.

Source : Commission bancaire de l'UMOA.

Niger – Principaux indicateurs prudentiels du système bancaire

(en %)

	2019	2020	2021
Ratio de couverture des risques (solvabilité)	17,1	15,6	14,5
Rapport de liquidité	93,1	101,0	96,6

Source : Commission bancaire de l'UMOA.

Niger – Banques respectant les normes prudentielles

(en % des banques déclarantes)

	2019	2020	2021
Représentation du capital minimum par les fonds propres de base <i>Tier 1</i> (FPB (T1))	109	91	73
Ratio de fonds propres (<i>Common Equity Tier 1</i>) ($\geq 5,625$ %)	109	100	100
Ratio de fonds propres de base (T1) ($\geq 6,625$ %)	100	100	100
Ratio de solvabilité global ($\geq 8,625$ %)	109	91	73
Norme de division des risques (≤ 65 %)	73	73	64
Ratio de levier (≥ 3 %)	82	91	91
Limite individuelle sur les participations dans les entités commerciales (25 % du capital de l'entreprise)	100	91	82
Limite individuelle sur les participations dans les entités commerciales (≤ 15 % FPB (T1))	109	109	100
Limite globale de participations dans les entités commerciales (60 % des fonds propres effectifs (FPE))	109	109	100
Limite sur les immobilisations hors exploitation (< 15 % FPB (T1))	73	64	64
Limite sur le total des immobilisations hors exploitation et des participations (< 100 % FPB (T1))	100	109	100
Limite sur les prêts aux actionnaires, aux dirigeants et au personnel (< 20 % FPE)	100	100	91
Coefficient de couverture des emplois à moyen et long terme par les ressources stables (≥ 50 %)	82	82	73
Coefficient de liquidité (≥ 50 %)	82	73	73

Source : Commission bancaire de l'UMOA.